

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
805 34 08  
ccp publico  
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 255 JEUDI 9 FÉVRIER 1978 3 F

hebdomadaire

## Editorial

**L**E président de la République, qui dicte aux citoyens français leur bon choix, se targue aussi de connaître leur préoccupation majeure: le souci de sécurité face au déferlement de la violence ! Etant bien sous-entendu que la panique, après la kidnapping du baron et les tueries de Maupetit, relègue au second plan les problèmes de l'emploi, du chômage, des inégalités criantes, et donc leur solution.

Alain Peyrefitte entre en scène pour présenter, juste au bon moment, le programme du comité d'application auquel œuvrèrent, derrière le Garde des Sceaux, Monique Pelletier et René Schmelck.

Il s'agit de couper le mal à sa racine par des mesures de prévention et... de répression.

La prévention consiste, si l'on sait traduire les termes, à remettre en honneur la bonne vieille morale pétainiste, bourgeoise, chrétienne: travail, famille, patrie! Les 15 lois, 11 décrets, 30 circulaires, prévoient le lieu du travail proche de l'habitat des travailleurs, l'école «ouverte», le sport favorisé, qui canalise l'agressivité, la télévision et le cinéma édulcorés, l'alcoolisme plus combattu que la drogue (enfin!), car il est un germe de criminalité, un urbanisme sans gigantesques.

Ces projets, nouveaux aux seuls yeux de leurs auteurs, n'omettent que l'essentiel! La cause de la violence, de la délinquance, c'est: l'étatisme bureaucratique, le régime scandaleux des privilèges... et la gauche au pouvoir ne sera sûrement pas plus novatrice.

Ces bonnes intentions préventives sont annoncées pour «faire passer» le seul vrai projet: la répression accrue, appuyée sur la délation, devenue, en ces temps de troubles, la première vertu du patriote. N'a-t-elle pas permis l'arrestation de Maupetit?

La répression, se parant du beau titre de «protection des citoyens», c'est la mobilisation, mitrailleurs en mains, de 10 000 policiers supplémentaires. Barre l'a claironné à Blois. Des comités départementaux pour la «sécurité» seront créés dont un comité national de sécurité coordonnera les actions, sous la dépendance du premier ministre. Le fichage généralisé leur sera un auxiliaire précieux, tout autant que les citoyens dociles, transformés, par probité civique, en indicateurs.

Et l'on devine de quelle manière sera appliquée la décision de plus d'efficacité et de plus de justice dans le système pénal: «Selon que vous serez puissant ou misérable...» rythmait autrefois La Fontaine!

Il paraît que ces jours derniers le téléphone entre Bonn et Paris a beaucoup fonctionné. Comme c'est bizarre!



DE :		ÉCOLE DE :	
et PRÉNOM :		NOM et PRÉNOM :	
<b>BULLETIN DU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE</b>		<b>BULLETIN DU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE</b>	
ANNÉE SCOLAIRE 19__ - 19__		ANNÉE SCOLAIRE 19__ - 19__	
ASSIDUITÉ PONCTUALITÉ		ASSIDUITÉ PONCTUALITÉ	
OBSERVATIONS SUR LA PERSONNALITÉ DE L'ENFANT		OBSERVATIONS SUR LA PERSONNALITÉ DE L'	
<b>DÉVELOPPEMENT CORPOREL</b> (Croissance physique, motricité, finesse sensorielle, etc.)		<b>DÉVELOPPEMENT CORPOREL</b> (Croissance physique, motricité, finesse sensorielle, etc.)	
<b>ÉMOTIONS AFFECTIVES</b> (Sensibilité, goûts, etc.)		<b>REACTIIONS AFFECTIVES</b> (Emotivité, sensibilité, goûts, etc.)	
<b>VIE SOCIALE</b> (Relation avec les autres, esprit d'équipe, sens des responsabilités, solidarité, autonomie, etc.)		<b>VIE SOCIALE</b> (Relation avec les autres, esprit d'équipe, sens des responsabilités, solidarité, autonomie, etc.)	
<b>APTITUDES INTELLECTUELLES</b> (Attention, mémoire, curiosité, compréhension, sens logique, imagination, créativité, etc.)		<b>POSSIBILITÉS INTELLECTUELLES</b> (Attention, mémoire, curiosité, compréhension, sens logique, imagination, créativité, etc.)	
<b>COMPORTEMENT DANS LES ACTIVITÉS</b> (Sens de l'effort, persévérance, dynamisme, etc.)		<b>COMPORTEMENT DANS LES ACTIVITÉS</b> (Sens de l'effort, persévérance, dynamisme, etc.)	
<b>ACTIVITÉS SCOLAIRES (Résultats obtenus - Progrès réalisés)</b> Appréciations à consigner sous forme : d'une lettre : A : Très satisfaisant B : Satisfaisant C : Passable malgré des difficultés D : Insuffisant ou d'une note chiffrée		<b>ACTIVITÉS SCOLAIRES (Résultats obtenus - Progrès réalisés)</b> Appréciations à consigner sous forme : d'une lettre : A : Très satisfaisant B : Satisfaisant C : Passable malgré des difficultés D : Insuffisant ou d'une note chiffrée	
FRANÇAIS	Appréciations	COMMENTAIRES	FRANÇAIS
Expression orale			Expression orale
Lecture			Lecture

## Après l'intervention policière à Créteil

### GRÈVE ILLIMITÉE AUX P.T.T.

**A**u lendemain de la grève générale du 1<sup>er</sup> décembre 77, comme au lendemain des grèves de 24h de janvier aux PTT, tout le monde pensait que rien ne sortirait plus des centrales syndicales de leur léthargie avant l'échéance électorale de mars.

Pourtant, une grève puissante se développe dans les PTT à l'appel des fédérations CGT et CFDT. A l'origine, un simple cas de répression, le licenciement d'un vacataire au centre de tri de Créteil. Cela en dit long tant sur la combativité des postiers que sur leur capacité à développer, dans les semaines à venir, un mouvement d'une ampleur au moins égale à celle de 74. Mais rappelons les faits.

#### L'AFFAIRE LLAMAS

On se souvient de la propagande gouvernementale pour les 300 000 emplois pour les jeunes chômeurs. Ces pseudo créations d'emplois ont donné lieu aux PTT à la naissance d'une nouvelle catégorie d'employés, encore plus défavorisés que les auxiliaires: les vacataires. Embauche pour 3 mois, contrat renouvelable tous les trois mois, 30 heures par semaine pour moins de 1400F par mois, négation du droit syndical... telle est la situation des vacataires.

Les syndicats condamneront bien sûr cette politique anti-statutaire, mais aucune action ne fut véritablement engagée. Quand, au mois de novembre, un vacataire de Créteil, François Llamas, osa revendiquer le droit à la pause comme tous les autres employés, il reçut, le

lendemain même, sa lettre de licenciement. Mais, fort du soutien actif de ses camarades de travail, il continua, pendant plus de deux mois, à venir travailler sous leur protection et grâce à leur solidarité financière. L'administration, après plusieurs injonctions, entreprit une action en justice pour violation de domicile. La décision de faire appliquer le licenciement de Llamas fut rapidement prise. Mais les travailleurs de Créteil décidèrent alors d'occuper le centre de tri. Ce fut chose faite le 27 janvier.

Dès lors, les choses devaient aller très vite. L'action fut largement popularisée et les occupants reçurent rapidement le soutien de nombreux travailleurs des entreprises de la région, des élus PC et PS du Val-de-Marne, des fédérations syndicales CGT

(suite page 4)

## A la petite semaine LIBERTÉ ?

Depuis qu'il est devenu hebdo, le Monde Libertaire nous parvient à Grenoble dans des délais des plus fantaisistes. Posté le mercredi à 17h30 à Paris, il est rare que nous l'ayons en main avant le mercredi soir de la semaine suivante. Délai d'acheminement anormalement long? Allons donc!

De plus, l'avis de mise en instance nous invitait à passer prendre le paquet de journaux à la poste, par exemple le 31 janvier à partir de 8h, nous arrive le 1<sup>er</sup> février. Par hasard, naturellement.

Et le fait que ce phénomène touche également d'autres villes de France n'est bien sûr qu'une simple coïncidence.

Bien entendu nous ne disons pas que quelques individus utilisent la couverture de l'appareil de la CGT, très implantée dans les centres de tri, pour retarder notre journal dans toute la France. De la même manière qu'un secrétaire général de la CGT appartienne au Bureau National d'un parti n'implique en rien que ce dernier ait la haute main sur le syndicat; fichtre non!

Nous disons simplement qu'une telle conception de la liberté de la presse, et donc des idées, n'augure rien de bon quant à la liberté tout court!

Alain GENTILS

**Dans notre numéro de la semaine prochaine paraîtra l'interview réalisée par le groupe Proudhon de Besançon auprès des travailleurs de Lip**

**Le groupe anarchiste de Bourgoin Jallieu organise**  
 vendredi 10 février à 20 h 30  
 salle de l'Orangerie (près de la mairie)  
 une soirée de chansons animée par **SERGE UTGE-ROYO**  
 Un stand de presse et une buvette seront à la disposition de chacun  
 Entrée: 10 F

**Le groupe libertaire Caen-Hérouville organise**  
 vendredi 17 février à 20 h 30  
 un film-débat sur **L'AUTOGESTION**  
 salle polyvalente de la Grande Delle (face à la Cité U.) à Hérouville

Les groupes anarchistes de la BNP et du CIC ont décidé de fusionner dans une liaison inter-banques et invitent les libertaires des banques à rejoindre le Cercle inter-banques

**Cours du groupe libertaire Louise Michel**  
 chaque jeudi à 20 h 30  
 10, rue Robert Planquette  
 75018 Paris

jeudi 9 février  
**LE PACIFISME ET L'ANTIMILITARISME**  
 par Maurice Laisant

jeudi 16 février  
**ÉLISÉE RECLUS**  
 par Roland Bosdeveix

Nous nous proposons de créer et développer une liaison F.A. à Troyes et dans le département de l'Aube.

Nous demandons à tout camarade intéressé, lecteur du *Monde Libertaire*, etc., de prendre contact avec les Relations Intérieures de Publico.

**LYON**

Pour un échange d'informations sur les luttes ouvrières actuelles et sur la situation dans le mouvement syndical, réunion ouverte à tous ceux et celles qui sont intéressés par l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, le samedi 11 février, à 15 heures au Palais du Travail (salle 25) place Lazare Goujon, à Villeurbanne.

Groupe d'initiative pour une liaison syndicaliste, Groupe libertaire Lecoin (FA).

Un groupe libertaire se forme sur Aix-en-Provence. Tous les camarades désireux de contacter le groupe peuvent prendre contact avec les Relations Intérieures qui transmettront.

Ciné-Club du 19 juillet  
 7, rue du Muguet  
 33 000 Bordeaux  
 samedi 11 février  
**MOURIR À MADRID**  
 de Frédéric Rossif  
 samedi 18 juillet  
**FRANCE SOCIÉTÉ ANONYME**  
 d'Alain Corneau  
 séances à 21 heures

Directeur de la publication  
 Maurice LAISANT  
 Commission paritaire n° 55635  
 S.N.I.S.C.  
 93 100 MONTREUIL  
 Dépôt légal: 44 148 premier trimestre 1977  
 Diffusion: SAEM Transport Presse  
 Routage 205 Publi-Routage

**Groupes**

**PROVINCE**

AIN : OYONNAX  
 ALLIER : MOULINS  
 ALPES-MARITIMES : NICE  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX CALVADOS : HEROUVILLE CAEN  
 DORDOGNE : PERIGUEUX  
 DOUBS : BESANCON  
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCCERON  
 GIRONDE : BORDEAUX  
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 ISERE : BOURGOIN  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MANCHE : ST-LÔ  
 MORBIHAN : LORIENT  
 NIEVRE : NEVERS  
 NORD : LILLE, ROUBAIX, TOURCOING  
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE, BIARRITZ  
 RHÔNE : LYON  
 HTE-SAVOIE : ANNECY  
 SEINE-MARITIME : ROUEN  
 LE HAVRE, GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : REGION TOULON-NAISE  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 HTE-VIENNE : LIMOGES

**BELGIQUE**  
 SUD-LUXEMBOURG

**LIAISONS PROFESSIONNELLES**

LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)  
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie Libre)  
 LIAISON DU LIVRE  
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18<sup>e</sup>)  
 CERCLE INTER-BANQUES

**REGION PARISIENNE**

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

**BANLIEUE SUD**

- FRESNES-ANTONY  
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY  
 - MASSY-PALAISEAU  
 - ORSAY-BURES  
 - SAVIGNY-SUR-ORGE  
 - CORBEIL-ESSONES  
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE

**BANLIEUE EST**

- GAGNY  
 - NEUILLY-SUR-MARNE  
 - CHELLES  
 - MONTREUIL

**BANLIEUE OUEST**

- ISSY-LES-MOULINEAUX, MEUDON, BOULOGNE-BIL-LANCOURT

**BANLIEUE NORD**

- AULNAY-SEVRAN  
 - NORD DES HAUTS-DE-SEINE  
 - ASNIERES  
 - COURBEVOIE-COLOMBES

**LIAISONS**

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-Macé-Flers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Châteauroux, Amboise, Chinon, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier, St-Sever, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Albert, Nord de la Hte-Vienne, Le Puy

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ÉCRIVANT AUX RELATIONS INTÉRIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

**Activités**

**Meeting-débat à Cachan «La pilule ou la bombe»**

Vendredi 3 février s'est tenu à Cachan (Hauts-de-Seine) un meeting-débat organisé par le groupe libertaire de Fresnes-Antony sur le problème de la surpopulation. Nous avons invité Maurice Laisant pour parler de ce sujet qu'il a traité dans son livre *La pilule ou la bombe*.

Maurice Laisant a développé les arguments contenus dans son livre, expliquant que si la population augmentait, il faudrait plus d'équipements publics, d'hôpitaux, d'écoles, etc. et ces réalisations ne peuvent être faites qu'au détriment de surfaces cultivables, forêts, etc. qui sont indispensables à la vie humaine et à l'équilibre écologique de la planète.

Il a rappelé que notre but étant de construire une société dans laquelle chacun ait suffisamment pour vivre, sa réalisation en serait facilitée si le nombre d'habitants n'est pas trop élevé et que dans l'immédiat les patrons ont intérêt à avoir beaucoup de chômeurs car cela permet de bailloner tout mouvement de revendications.

Le meeting a été bien suivi par les personnes présentes qui ont participé au débat en posant des questions sur les moyens de lutter contre la surpopulation.

Groupe Fresnes-Antony

**Soutien aux travailleurs tunisiens à Bordeaux**

Pour manifester leur soutien aux ouvriers en grève de Tunisie et marquer leur désapprobation face à la sévère répression qui s'est abattue sur ces travailleurs, des militants du groupe bordelais de la Fédération Anarchiste ont aspergé de peinture les locaux de TUNIS-AIR à Bordeaux.

Trois de nos camarades ont été arrêtés et retenus pendant une heure dans les locaux de la police. Là encore le déploiement de policiers a été sans commune mesure avec le nombre de participants à cette action. Une quarantaine de policiers en civil étaient présents en plus des policiers en tenue. Cela a même étonné une partie de la presse locale, c'est tout dire...

**VOLONTÉ ANARCHISTE**

Le numéro 2 de «volonté anarchiste», la revue éditée par le groupe libertaire de Fresnes-Antony, est paru. Il s'agit de la traduction d'un texte de camarades italiens intitulé: *CAPITALISME, RESTRUCTURATION ET LUTTE DE CLASSE*.

Les abonnements et le courrier sont à envoyer à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris. Adressez les abonnements au nom d'ASH au CCP 21600 42 C PARIS.

En vous abonnant, vous pouvez inclure, en le précisant, la réception du numéro 1, *REFLEXIONS SUR L'ANARCHISME* DE Maurice Fayolle.

Le numéro 3 de «volonté anarchiste», qui paraîtra dans un mois, rassemblera des textes dont certains tirés de la revue *Noir et rouge* sur la position des anarchistes face aux élections, et un texte du groupe Fresnes-Antony sur les élections de 1978.

**SOUSCRIPTION PERMANENTE**

CARRETIER	200	MORELLO	200
PEYRAUT	100	COLLART	300
ANONYME	100	RENOUVEL	200
LAFOSSE	5	COVA	25
HUMBLLOT	28	MEALLIER	25
MANIGLIER	58	AUGER	120
GALICHET	100	CHARIGNY	100
HELLIOS	100	GROUPE TOULON	100
ODILE ET GUY	100	CIVADE	5
TISSANIE	8	MILLOT	100
MAK EDERY	25	GROUPE E.GOLDMAN	400
OLMO	25	RICHARD	100
GROUPE TOURS	152	Gr. LOUISE MICHEL	530
ROUX	200	ALBER	100
BALSAN	125	CORMIER	40
LANTUEJOUL	10	HARDY	33
ROUZET	100	CLAUDE	100
GALY-ACHE	12	PUBLICO	436
BOUIN	18		
HUITRIC	50		
DUPONT	45	TOTAL	4475

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tél. 805.34.08  
 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		
France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	35 F	55 F
6 mois	65 F	110 F
12 mois	125 F	210 F
		40 F
		80 F
		150 F

\* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

**Abonnez-vous**

**BULETIN D'ABONNEMENT**  
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....  
 N°..... Rue.....  
 Code postal..... Ville.....  
 à partir du N°..... (inclus) Pays.....  
 Abonnement  Réabonnement  
**Règlement** (à joindre au bulletin):  
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

Quand le franc baisse...

## LES RATS QUITTENT LE NAVIRE

L'approche fatidique du 12 mars fait baisser le franc. La «communauté» capitaliste internationale a peur et, comme cela lui est déjà arrivé par le passé, elle tente de récupérer ses billes, jouant ainsi la spéculation sur notre monnaie. Mais n'oublions pas que ce petit monde des affaires, nos exploités étrangers, ne sont pas les seuls à pratiquer de la sorte. Nos milieux bourgeois se réfugient vers l'or et autres métaux ou pierres précieuses. C'est la flambée de leur cours pour les mêmes motifs.

Une analyse claire de la situation nous oblige à dénoncer ces méfaits de la gent capitaliste qui, non contente de nous exploiter, comme des rats quitte le navire. Si nous ne le regrettons pas, il faut toutefois convenir qu'il existe en son sein quelques valets de basse beso-

gne, de la carure d'un Chirac, capables de redresser, de manière forte, une situation qui pourrait leur échapper. Ces phénomènes spéculatifs anticipent les prochains arguments politiques de la majorité et, sans doute, favoriseront-ils l'existence d'un gouvernement de poigne dit d'Union Nationale.

Si notre analyse nous conduit à admettre que l'enjeu du mois de mars ne vaut pas une spéculation, nous nous tromperions gravement en sous-estimant (ou en sur-estimant ce qui revient au même) la capacité politique de jugement de l'ensemble de la population de quelque bord qu'elle se situe. Car pour une partie d'entre elle, la gauche incarne le changement démocratique et, pour l'autre un long tunnel duquel le pays ne sortirait plus.

Certes la vérité est toujours

plus nuancée; elle ne souffre pas les exagérations. C'est un manque de capacité d'analyse, facilitée et entretenue par les réseaux d'éducation et d'information, qui permet et amplifie toutes ces attitudes empreintes d'une forte subjectivité. Les réactions sur le franc, et combien d'autres encore, sont de cet ordre.

Comment les éviter? D'abord en agissant sur ces réseaux de formation et d'information ne permettant pas le développement de l'esprit critique et d'une méthode rationnelle de pensée, ensuite et surtout en popularisant nos propositions de transformation sociale afin de les rendre toujours plus crédibles, toujours plus concrètes.

Les capitaux s'enfuient, tant mieux. Nous avons les usines, alors gérons-les nous-mêmes!

Roland BOSDEVEIX

## Indépendants?... Mon œil!

COMMENT! Vous ne connaissez pas *Tract*? Il est vrai que ce nouveau mensuel n'en est qu'à son premier numéro, mais si vous avez l'occasion de le feuilleter, ne la manquez pas, ça en vaut la peine, vraiment. *Tract*, eh bien c'est le nouveau titre du journal de la CFT... pardon, de la CSL, et, en le parcourant, vous allez apprendre pas mal de choses intéressantes sur la bande à Auguste Blanc. Lui, c'est le leader, le chef infailible, qui regrette que son organisation, dans le passé, n'ait pas été suffisamment «pure et dure». Pourtant, nous, on croyait bien qu'elle l'était; dans le genre, ils n'étaient pas mal, les mecs de la CFT; avec eux, ça rigolait pas souvent, et faisait pas bon s'y frotter. Calomnies, tout cela, pour nous assassiner, pour nous faire taire, s'emporte le grand «chef» Blanc... ah bon figurez-vous que, naïfs comme nous sommes, nous avions cru que les assassins, ils étaient

plutôt de votre côté, monsieur le secrétaire général! Mais non, il n'est pas d'accord, l'Auguste, ce sont les adversaires de la CFT qui l'ont salie, traînée dans la boue, c'est de leur faute si cette «marque CFT est lourde, trop lourde à porter». Alors, il a bien fallu changer de sigle, faire peau neuve, et, pour avoir l'air sérieux, la CSL lance un *Manifeste aux travailleurs de France*. C'est fou ce qu'on y découvre comme «trouvailles», c'est d'une originalité à mourir de rire! La doctrine de ces «syndicalistes», «libres et indépendants», c'est le choix de la participation, de la cogestion, et naturellement, cela va de soi, de la collaboration de classes, puisque la lutte des classes, c'est périmé, qu'ils nous disent. L'objectif final de cette «cogestion à la française», c'est «l'actionnariat», et on y parviendra par «la concertation, le dialogue constructif». Quant à la grève, oh là là, attention dan-

ger! elle doit être «exclusivement professionnelle», «démocratique», et rester «l'argument ultime, quand toute possibilité de négociation a échoué».

A la CSL, on est aussi pour la liberté d'expression, contre les méthodes d'action violente, pour une indépendance totale vis à vis de l'Etat et des partis politiques... Vous riez? vous êtes de mauvaise foi, voyons, puisque je vous assure que c'est écrit dans le *Manifeste*. Alors, vous n'êtes pas emballés par ce programme tout neuf, par cette nouvelle gueule de ces ex-nervis fascistes? Ben, pour vous convaincre, je vous dirais encore qu'ils sont violemment pour la hiérarchie des salaires; mais oui, c'est vrai... vous ne l'auriez pas cru, hein? Ils nous rappellent même, les bons apôtres, que cette «hiérarchie nécessaire n'a disparu nulle part, pas même en Union soviétique». Ils ont un petit doute quant à la Chine, mais, si je reprends leur argument, «il est douteux que les Français aient envie de vivre à la manière des Chinois». On pourrait peut-être aussi les rassurer sur ce point: Teng-Hsiao-Ping et ses «économistes» vont sans doute étendre un peu plus cette hiérarchie chinoise trop reserrée, au nom de l'efficacité. Bref, comme vous le voyez, *Tract*, c'est un drôle de canard, qu'on aurait tort de prendre trop à la légère, de même que les gens qui l'animent, et qui osent parler de Justice et de Liberté, en rêvant d'un pouvoir fort et d'un ordre musclé. Oui, je sais, vous allez me dire: faut pas dramatiser, nous n'en sommes pas là, pas encore. Faut-il pour autant ne pas être vigilants, et nous contenter des propos rassurants de nos réformistes de service qui croient bêtement que jamais une dictature ne pourra s'installer en France? Quand le capitalisme est aux abois, quand il ne parvient plus à maîtriser la crise, il a recours à un remède de cheval, et celui-ci a nom fascisme. Sachons ne pas l'oublier.

L. B.

## Campagne contre le viol à Tours LES FEMMES LUTTENT

MERCREDI 25 janvier s'est tenue une réunion-débat avec projection de film, à l'initiative des groupes femmes de Tours, devant une salle très remplie (environ 400 personnes, des femmes en majorité). Le film présenté était *Suzan*, court-métrage sur les techniques de l'auto-défense. Il servit d'introduction au débat. Après une mise au point par les militantes des groupes femmes insistant sur le fait que l'auto-défense n'est pas à leur avis la solution collective au viol mais seulement une solution individuelle (ce qui n'empêche pas son importance), la discussion permit d'échanger des points de vue très intéressants.

Différents thèmes ont été abordés. D'abord, le problème du recours à la justice (en liaison avec le procès du Mans, où un routier qui avait violé trois filles s'est vu infliger 5 ans de prison). Il est certain qu'il existe une contradiction dans le fait d'envoyer des types en prison lorsqu'on connaît l'univers carcéral et qu'on sait l'inutilité de la répression. Il y a aussi le problème du traitement des femmes violées qui font appel. Quand on songe au déroulement de l'instruction (quelqu'un a parlé d'un deuxième viol) avec reconstitution de la scène du viol, expertise médicale et souvent psychiatrique qui met la femme en position d'accusée.

On a beaucoup parlé aussi des violences quotidiennes faites aux femmes dans la rue, les cafés (mains aux fesses, sifflements, drague continue), sur son lieu de travail (la femme est l'objet de violences et de pressions de son supérieur hiérarchique, de ses collègues de travail...), dans le couple (même «libéré»). Les interventions ont montré la rage de colère des femmes à l'encontre de «cette drague dont nous sommes sans arrêt victimes». «Tout cela provient de la manière dont on assure la représentation de la femme dans la publicité, dans les films, les magazines, les livres, même ceux de l'école. Dès l'enfance, on valorise la violence auprès des garçons et la vilaine soumission chez les filles» déclara une femme. «Il faut bien l'avouer, un type qui sort avec trois femmes à la fois, on le considère comme un Don Juan, mais à l'inverse, une femme qui fréquente trois hommes se trouve, la plupart du temps, traitée de salope! Et qu'on ne vienne pas nous dire que le violeur est un être anormal. Non, non!» assura une autre, très applaudie.

Ensuite, on a abordé les diverses solutions au problème du viol pour s'apercevoir qu'il n'en existe pas de miraculeuses. Diverses possibilités ont été entrevues: l'auto-défense, «mais ce n'est pas la vraie solution car une fois de plus on entre dans le cercle dangereux de la violence, même quand il s'agit de répondre à la violence», les regroupements de femmes (expéditions punitives), s'organiser, créer des solidarités, expliquer, informer: voilà aussi des formes d'action. «Et ceci partout, dans la rue, à l'aide de campagne de presse, dans l'entreprise, au bureau. Les syndicats ne peuvent rester muets devant les agressions contre les femmes». Enfin la nécessité d'un changement d'éducation, de mentalité, bref construire une société où la femme ne serait plus considérée comme un objet soumis, à utiliser selon le bon plaisir, apparut évident à tous les participants à ce meeting.

Ce débat fut le point fort d'une «semaine contre le viol» organisée par les groupes femmes de Tours, avec des organisations: LCR, PSU, OCT, MAS et le groupe Maurice Fayolle de la FA. A Tours, les femmes luttent!

Correspondant Tours

Permanence des groupes femmes: 14, rue de la Grosse Tour, près des Halles.

## Homosexualité et répression

DEPUIS quelques mois de violentes campagnes anti-homosexuelles, favorisées par les médias officiels, ses succèdent en Angleterre et aux USA. La France n'est pas épargnée. La réaction au pouvoir et ses hommes de mains fanatiques d'un ordre moral digne du régime de Vichy, sont entrés en action lors de la quinzaine du Film Homosexuel qui se tenait du 15 au 31 janvier à La Pagode, à Paris, une des rares salles de cinéma au décor somptueux et où la programmation de films est faite non en fonction de leur rentabilité mais de leur qualité.

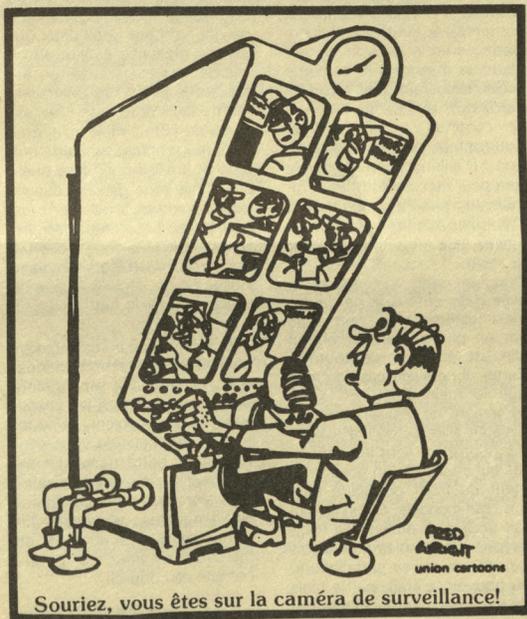
Vendredi 27 janvier vers 20 heures 30, un commando d'extrême-droite a fait irruption dans la salle, blessant plusieurs

spectateurs dont certains furent hospitalisés, brisant les vitres et s'emparant de la caisse avant de disparaître. Comme par hasard, la veille le ministre de la Culture, M. d'Ornano, interdisait la projection, à cette quinzaine, de dix-sept films sous des prétextes incohérents.

Une interdiction et des actions violentes qui nous montrent, une fois de plus, la volonté du gouvernement de bannir les homosexuels dans leurs moyens d'expression.

La lutte des homosexuels pour une libre sexualité dégagée des tabous et préjugés a été, est, et sera aussi celle des anarchistes.

Stéphane LEFORT



Souriez, vous êtes sur la caméra de surveillance!

## en bref...en bref...

**Damien Thebault, objecteur insoumis, a été condamné à 1 an de prison avec sursis par le tribunal de Toulouse.**

**«Faites sortir ces ordures!» s'écria le président du tribunal en réponse à l'indignation de l'assistance: 4 mois de prison ferme, c'est la sanction infligée à l'objecteur-insoumis Théo Grimault.**

**Deux femmes ont été arrêtées de façon arbitraire dans le tribunal, tandis que le reste de l'assistance était expulsé par la police hors de la salle des pas perdus. Quelle est cette justice qui, pour une même prise de position, inflige des peines si différentes allant du non-lieu à six mois de prison ferme, en passant par un an avec sursis. Nous ne pouvons pas rester indifférents à toutes ces injustices, Théo Grimault fait appel à son jugement.**

**Alain Cantais, objecteur insoumis à l'ONF, va être jugé au Havre.**

**— le jeudi 9 février à 20 h 30 à l'UCJG, soirée d'information sur l'objection de conscience — le 14 février à 14 h, procès au tribunal du Havre.**

**L'UPF d'Indre-et-Loire organise une réunion-débat sur le thème «Nationalisme, guerre et barrières linguistiques». Une projection de diapositives complètera cette séance. Cette réunion aura lieu le 11 février à partir de 14 h 30 à la salle des Rives, rue Roche-Pinard à St Avertin (200 m de la mairie).**

**Le section du Rhône de l'Union Pacifiste organise, le 18 février à 20 h 30, au Palais du Travail à Villeurbanne, une rencontre antimilitariste et pacifiste. Un montage audiovisuel sera projeté.**

**A Achères (Yvelines), journées antinucléaires à l'initiative du groupe antipollution atomique. Le 18 février au soir: film «Le nucléaire, c'est quoi?» Le 19 février «Energie nucléaire danger immédiat» suivis de débats. Salle Gabriel Léonard rue St Germain, Achères.**

**Le groupe Information Asiles, le collectif d'Enquête et d'Etudes sur les pratiques psychiatriques, le Comité de lutte des handicapés, le comité d'action des prisonniers organisent, le 18 février, un meeting qui doit montrer: — comment la psychiatrie est politique ici et aujourd'hui — qu'il faut lutter contre la psychiatrie car elle est une arme de domination politique et idéologique — que cette lutte est possible et déjà commencée... Meeting à 14 h, 33 rue de la Grange aux Belles, Paris 10<sup>e</sup>**

## Après l'intervention policière à Créteil

## GRÈVE AUX P.T.T.

(suite de la première page)  
et CFDT. Il apparaissait clairement déjà que, si les CRS expulsaient les grévistes, les centrales syndicales appelleraient immédiatement à la grève générale.

## LE MOUVEMENT FAIT TACHE D'HUILE

L'intervention policière à Créteil avait lieu le 3 février au matin. La riposte fut immédiate. Le matin même, les principaux centres de tri de la Région Parisienne débrayaient massivement, ainsi que la moitié des bureaux centraux d'arrondissement de Paris. Le samedi matin, d'autres bureaux de Paris suivaient le mouvement et on apprenait les premiers débrayages de nombreux centres de tri de province.

La grève fut en général largement suivie, bien que la proximité du week-end ait provoqué beaucoup d'hésitations. Tout laisse à penser que cette semaine la grève deviendra peu à peu générale et paralysera l'ensemble du trafic postal du pays.

Il semble bien que le détonateur essentiel du mouvement soit le fait même de l'intervention de la police dans des locaux PTT. Bien sûr, la toile de fond du cas Llamas, c'est l'embauche de vacataires et le risque de «défonctionnarisation», c'est-à-dire de remise en cause du statut des fonctionnaires (garantie de l'emploi, libertés syndicales...). C'est donc essentiellement sur des mots d'ordre défensifs, de défense des garanties statutaires obtenues au cours des conflits précédents, que la grève va se développer et que les syndicats vont chercher à entamer des négociations avec le gouvernement.

## F.O. CONTRE LA GREVE

Malgré l'absence de contenu véritablement offensif à l'action engagée, la CGT-FO n'en est pas partie prenante, du moins pour le moment. Les responsables de la section de Créteil CTA ont refusé dès le début de soutenir Llamas, préférant accréditer la thèse de l'administration qui prétendait que son licenciement n'était intervenu que pour des raisons strictement disciplinaires. Elle alla même jusqu'à réclamer le retour à la liberté du travail, ce qui revenait, en clair, à cautionner une intervention policière. C'est sans doute pour cela d'ailleurs que la majorité des adhérents FO avaient entre-temps rallié le mouvement.

La principale intervention des sections FO fut bien souvent de s'employer à briser le mouvement en utilisant basement des erreurs d'information de la part des syndicats CGT et CFDT. C'est ainsi qu'on a pu lire, dans un bureau de Paris où, comme par hasard, la section FO rassemble surtout les membres de l'encadrement, le placard suivant: «Radio Ragoût annonce: «8 arrestations à Créteil CTA, 100% de grévistes à Paris 13, etc...etc...» Radio Vérité annonce: «Aucune arrestation à Créteil CTA, 0% de grévistes à Paris 13». A vous de juger. Oui à la raison. Non à l'oraison, d'où qu'elle vienne.»

La nuance est en effet d'importance: les 8 militants syndicaux arrêtés lors de l'expulsion avaient été relâchés, mais restaient sous le coup d'une inculpation en vertu de la loi anti-casseurs; quant à Paris 13, le bruit avait effectivement couru qu'ils avaient débrayé avant les autres bureaux, mais personne n'avait jamais prétendu que le mouvement était suivi à 100%. Par contre, FO ne semble pas concernée par l'intervention de la police, ni par la répression qui s'abat sur le personnel vacataire et même sur des titulaires (cas de menaces de licenciements d'un agent du centre de tri du PLM et d'une préposée de Paris-R.P.)

## PERSPECTIVES A L'APPROCHE DES ELECTIONS

La proximité des législatives risque d'ouvrir d'importantes perspectives de lutte. En effet, nul n'ignore le rôle important que jouent les PTT comme support de la campagne électorale. Les tonnes de prospectus déversés à cette occasion engorgent les services et rendent plus criant encore le manque d'effectifs.

Aussi l'espoir de nombre de postiers radicalisés est de faire tenir le mouvement suffisamment longtemps pour que la distribution des plis électoraux soit boycottée. Les travailleurs en grève disposeraient là d'un moyen de pression fantastique. Seulement, il faudra se donner les moyens d'empêcher toute mise en place d'un service parallèle qui pourrait être assuré soit par d'autres vacataires embauchés d'urgence, soit par les militaires du contingent. Cela veut dire qu'il faut être prêt à occuper tous les centres de tri et à investir systématiquement les services parallèles qui seront mis en place. D'ailleurs, dès le samedi 4, on apprenait que la Direction des Postes du Val-de-Marne avait déjà mis en place un centre de tri parallèle à Rungis et qu'elle faisait trier le courrier des entreprises dans les chambres de commerce par des militaires. La riposte doit être rapide et efficace contre de telles tentatives pour briser la grève.

Certes, la résistance sera rude, de la part des directions syndicales, pour tenter d'empêcher toute radicalisation du mouvement et de négocier au plus tôt la reprise du travail contre quelques miettes. Mais les postiers ont su montrer qu'ils étaient capables de forcer les syndicats à décréter une grève générale illimitée, à 5 semaines des élections. Ils ont compris que c'est maintenant, et non dans les urnes de mars, que se trouve l'aboutissement des revendications.

Cette grève est déjà en elle-même un succès. Mais de son aboutissement dépend que d'autres secteurs d'activité se lancent à leur tour dans la lutte.

Alain SAUVAGE

## Les gaités de l'hémicycle

## Gauche! Droite! Rompez!

Les élections approchent et pourtant jamais la situation politique n'a semblé aussi confuse, les résultats de ces prochaines élections étant quant à eux des plus incertains. Une chose semble tout de même sûre dès à présent: le gouvernement, quel qu'il soit, s'efforcera de maintenir coûte que coûte les privilèges de classe et nous préparera des lendemains nucléaires.

A droite comme à gauche, c'est en ordre dispersé que l'on a choisi de se présenter uni pour battre les autres. Les autres? Mais au fait qui sont les autres? S'agit-il pour la gauche de renverser les derniers tenants d'un capitalisme invalide? S'agit-il pour la droite de barrer la route à la coalition social-communiste? On pourrait en douter! Ne voilà-t-il pas que les social-communistes, collectivistes que c'en était terrifiant, sont en train de devenir pour ce qui concerne les socialistes des social-traités à moins que ce ne soit de sympathiques socio-démocrates, et, pour ce qui concerne les communistes, des maximalistes plus stalinien que jamais. Ne voilà-t-il pas que les amis de Giscard constitueraient un front antichiracque... Qu'à cela ne tienne RPR et PR & C° se batront chacun de leur côté et l'un contre l'autre s'il le faut; quant à Chirac, il exige d'avoir au moins 25% des voix comme préalable à un éventuel soutien à Giscard! Mais non, vous avez raison il s'agit en fait de Marchais et de Mitterrand, ne confondons pas. Tout est déjà si compliqué... Le patronat n'y reconnaîtra bientôt plus les siens!

La France coupée en deux, en trois, en quatre ou plutôt quatre paires de mâchoires autour du gâteau? Et si ce gâteau était empoisonné...? Ce pouvoir, le veulent-ils vraiment? A y regarder de plus près on peut se le demander. Giscard avait, paraît-il, mis depuis fort longtemps sur la rupture de la gauche et ses amis ont souvent dit de lui qu'il se voulait être un social-démocrate. Les camarades communistes ne viennent-ils pas soudain de réaliser que Mitterrand en était un aussi, un de ceux toujours prêt à collaborer avec la grande bourgeoisie. Mais alors me direz-vous, tout est simple: le tandem Mitterrand-Barre va enfin pouvoir donner toute sa mesure à la politique social-démocrate dont rêve Giscard! RPR et PC, qui ont déjà en commun le nationalisme, pourront se partager l'opposition. D'ailleurs Mitterrand n'y sera pour rien, ce sont les communistes qui, ne voulant plus s'associer à lui s'ils sont minoritaires, le contraindront à virer sa veste. D'accord! Vous me direz que cette veste est aussi usée d'un côté que de l'autre mais justement on finit alors par ne plus remarquer quand elle est en train de tourner. Certes, il ne s'agit pas de croire que le malheureux PC vient seulement de réaliser avec qui il s'était allié; ce qu'il a réalisé, par contre, ce sont les difficultés qui attendent un gouvernement de front populaire face à la crise mondiale. Ce qui comptait pour lui c'étaient les réalisations irréversibles qu'il aurait pu obtenir par sa participation au pouvoir, c'était, par le biais de nouveaux statuts des entre-

prises nationalisées, la possibilité d'introduire un peu partout certains de ses hommes que l'on ne pourrait plus déloger quel que soit le gouvernement et c'est justement cela qui fait peur au PS.

«Si la gauche l'emporte, il faudra des ministres communistes au gouvernement» déclare Marchais, mais qui en a douté? Ce n'est cependant pas nous qui lui reprocherons de ne pas vouloir se contenter de ministères tels que celui de la Santé. Mitterrand nous dit que Marchais fait passer les intérêts de son parti avant ceux de la gauche; Mitterrand fera-t-il passer l'intérêt de son parti, pour ne pas dire sa survie, avant son intérêt personnel, car il n'est pas dit que le PS survivrait à une collaboration avec la droite. Marchais courra-t-il le risque, en refusant de s'associer à Mitterrand, de voir l'audience du PC retomber, celui-ci s'isolant à nouveau, et d'être désavoué à la base par certains militants?

Mais me direz-vous: «Et les travailleurs?» Il faut dire que nous ne nous sommes en fait seulement intéressés au spectacle de marionnettes. Les travailleurs dans tout cela! Ils travaillent bien sûr ou du moins, comme c'est souvent le cas maintenant, ils essaient! Exploités, ils doivent se battre mais leurs luttes ont jusqu'ici toujours été freinées dans l'attente d'élections qui devaient changer du tout au tout leurs conditions. Des illusions, les fameux «représentants de la classe ouvrière», les marchands d'espoir, se sont chargés d'en couvrir les travailleurs depuis 1972. Au lendemain des élections municipales, on a compris que la gauche était entraînée dans un immense élan populaire et elle est apparue tout à coup aux portes du pouvoir. Il y avait vraiment de quoi effrayer tous ceux qui jusqu'à présent s'étaient efforcés de freiner les luttes en attendant le jour où ils pourraient mettre bon ordre dans les affaires de l'Etat, mais voilà que ce jour semblait soudain tout proche. Il fallait donc faire quelque chose et la gauche, depuis quelques mois, se donnent tous les moyens pour ne pas arriver au pouvoir. Mais ne voilà-t-il pas que les travailleurs semblent toujours aussi décidés à les élire malgré eux s'il le faut!

N'ayez pas peur «camarades» socialistes et communistes, vous pouvez aller sans crainte au gouvernement si les travailleurs vous y envoient. Ils se feront un honneur de vous soutenir dans cette tâche difficile et le meilleur moyen ne sera-t-il pas, alors que vous occuperez les ministères, d'occuper les usines et de les remettre en marche mais pour leur propre compte ce coup-ci!

Claude AURENT

## Tunisie

## AU-DELÀ DES VAUTOURS, LA RUE

**J**EUUDI 26 janvier: grève générale. L'armée tire, les Brigades de l'Ordre Public ratissent. Des dizaines de morts, des centaines de blessés. Arrestations, couvre-feu et état d'urgence. Bref, la guerre. Et les masques tombent. Pas seulement du côté du pouvoir.

La presse parle de fin de régime et de «bataille» pour la succession entre la fraction «libérale» et la fraction «familiale» entre papa-Bourguiba, son play-boy de fils prodigue enfin revenu et la marâtre Wassila. Ajoutez quelques «bons» et quelques «méchants» et nous nous retrouvons en plein Perrault. Allons donc! Nous ne sommes pas dans un conte de fée! Et ce ne sont pas les «colombes» et les «faucons» qui se sont affrontés jeudi dans la rue, mais une grande partie du peuple (jeunes, chômeurs et travailleurs) et les chiens de garde du pouvoir (milices du parti, flicaille et armée).

Sans entrer dans les détails, il nous a semblé utile de rappeler certains traits caractéristiques du régime actuel tunisien. Nous en soulignerons essentiellement trois points.

— La loi d'avril 1974 (améliorée par la suite) qui accorde aux investisseurs étrangers une exonération d'impôt pendant dix ans et une carte blanche pour les sorties de devises. Cela permet aux grandes sociétés (de confection essentiellement: Spencer, Levis) de vendre en Europe des vêtements à des prix très concurrentiels, vu la différence énorme de salaires entre l'Europe et la Tunisie (le SMIC tunisien, qui correspond en général aux salaires des ouvrières de ces sociétés, est d'environ 400 F.F.).

— D'autre part la bourgeoisie locale (et pas seulement compradore n'en déplaise à certains) n'investit que dans des entreprises à rentabilité rapide mais qui, vu le secteur touché (le tourisme essentiellement), n'a sur le reste de l'économie aucun effet d'entraînement, condition nécessaire à un véritable développement.

— La politique de scolarisation massive adoptée au lendemain de l'indépendance donne aujourd'hui ses «fruits»: des dizaines de milliers d'élèves renvoyés des établissements chaque année étant donné que l'économie n'a pas suivi le mouvement; jeu de débouchés, même pour certains diplômés de l'uni-

versité (profs d'arabe, par exemple). Résultat: des milliers de jeunes dans la rue et prise de conscience de plus en plus nette chez les élèves et étudiants que faire des études ne sert plus à grand chose (l'un des slogans lycéens était: «Que tu étudies ou pas, y'a pas d'avenir»).

Ce sont essentiellement ces jeunes chômeurs ou, pour ceux d'entre eux qui ont eu la chance d'avoir un travail, ces ex-élèves devenus ouvriers qui ont mené les combats les plus acharnés et les plus durs contre les forces de l'ordre et de la répression. C'est aussi parmi eux que sont tombés la plupart des martyrs du jeudi noir. Ce sont également ces jeunes travailleurs qui ont changé radicalement la base de l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) et qui ont poussé la direction syndicale à rompre avec le parti et à décréter la grève générale, avant de la déborder et de descendre dans la rue, là où se déroulent les véritables batailles.

Nous insistons sur ce point car il nous paraît être la leçon fondamentale de ce qui vient de se passer à Tunis: ce sont les travailleurs qui, par leur présence quasi permanente aussi bien à l'intérieur que devant le siège de l'UGTT, ont obligé la direction à avancer et à se radicaliser. Ce qui s'est passé le jeudi 26 janvier à Tunis n'est que l'aboutissement d'une vague profonde qui, partie de la

base, a totalement transformé le syndicat et a obligé ses dirigeants à avancer.

Ce que cette vague populaire a démontré aussi, c'est l'impuissance d'une certaine opposition (de gauche comme de droite) à prendre en charge les revendications des masses tunisiennes déshéritées. Ce n'est ni dans les bureaux ni à Paris que se fera la révolution, c'est dans la rue que sont tombés les premiers martyrs et c'est dans la rue que se gagneront les prochaines batailles (car ça ne fait que commencer).

Bien sûr, en tant qu'anarchiste et en tant que révolutionnaire, nous soutenons toute action qui se fait, à Paris ou ailleurs, pour demander la libération de tous les prisonniers politiques et la levée de l'état d'urgence sans pour autant perdre de vue un seul instant que personne, ni individu ni organisation, ne pourra se substituer aux travailleurs pour abattre le régime dictatorial de Bourguiba. La rue a parlé! Il ne faut pas que les vautours, de gauche ou de droite, qui spéculent sur les cadavres encore chauds de nos camarades, récupèrent le mouvement.

## Un camarade tunisien

Samedi 4 février s'est déroulée dans le quartier Barbès à Paris, une manifestation interdite par la police regroupant deux mille tunisiens, ouvriers et étudiants. Les manifestants ont chanté l'hymne de la révolution, ni pendant la lutte d'indépendance nationale. Parmi les slogans scandés: «Régime des touristes, régime assassin», «Vive la lutte du peuple tunisien», «Levée de l'état d'urgence, libérez tous les prisonniers politiques»...

Le quartier a été bouclé par les CRS bien avant la manifestation et la station de métro Barbès fermée. De ce fait le cortège n'a pu aller jusqu'à Belleville, objectif initial de la manifestation et s'est contenté de manifester dans le quartier.

## Informations Rhône-Alpes

— Les débrayages se poursuivent chez Berliet, pour protester contre l'amputation des salaires due au chômage technique.

— Aux grues BPR Gerland, où 97 licenciements sont prévus, la riposte des ouvriers s'organise.

— Les techniciens et techniciennes de la Caisse d'Allocations familiales de Lyon sont en grève depuis le 24 janvier, pour dénoncer les charges de travail supplémentaires, à l'appel de tous les syndicats (CGT, CFTD, FO, CFTC).

— Un journal britannique a bien confirmé que le gouvernement raciste rhodésien recrutait des mercenaires à Lyon, surtout dans les rangs du PFN et du Front National.

## U.R.S.S.

## PAS DE DROIT À LA CRITIQUE

**E**N Union Soviétique, en dépit de l'affirmation officielle de la propagande, selon laquelle tout citoyen en âge de travailler est assuré d'obtenir un emploi, on vient de découvrir qu'il existe pourtant une certaine catégorie de chômeurs. Mais qui sont-ils donc, ces hors-la-loi, ces marginaux au sein d'un «socialisme» qui a toujours nié connaître les tares sociales inhérentes aux sociétés capitalistes? Ce sont tout bonnement des travailleurs qui ont été chassés de leurs entreprises, privés de leurs moyens d'existence, parce qu'ils ont «voulu exercer leur droit à la critique».

Comme vous le voyez, il ne s'agit pas là que de contestataires, des dissidents en quelque sorte, ce qui prouve bien que cette race maudite de «brebis galeuses» (que l'on voit proliférer dans les paradis totalitaires de l'Est européen) n'est pas uniquement issue des milieux littéraires ou scientifiques, comme on voudrait nous le suggérer. Serait-ce le commencement de la fin pour les Brejnev et compagnie? Voilà que des travailleurs manuels, eux aussi, se mettent à ruer dans les branchements, et à demander la parole.

Soixante-douze d'entre ces «mal-pensants» ont signé un véritable appel au secours, après s'être rencontrés et avoir désigné des porte-parole, qui ont pu recevoir des journalistes étrangers dans un petit appartement moscovite.

Au cours de cette réunion plus ou moins clandestine, les protestataires en chômage forcé, ont insisté sur leur impuissance à se faire entendre des autorités soviétiques, et ils ont fourni aux correspondants de presse quatre témoignages intéressants, que je vais résumer ci-après.

Vladimir Kelbanov, 45 ans, ancien mineur devenu orlon, s'était opposé à l'augmentation des cadences d'abattage du charbon, en invoquant des raisons de sécurité et en cherchant à attirer l'attention de la direction sur le nombre très alarmant des accidents du travail, souvent mortels. En 1968, il avait refusé que les hommes placés sous ses ordres fassent des heures supplémentaires. Pour le récompenser de son esprit solidaire, sans doute, il fut accusé d'avoir diffamé l'Etat soviétique, et il dut passer quatre ans et demi dans un asile psychiatrique.

Anatoly Poznyakov, 39 ans, était serrurier. Comme il ne gagnait que 75 roubles par mois, il lui sembla que c'était trop peu et il osa réclamer une augmentation de son salaire. Il fut insulté, brimé, et finalement renvoyé.

Nadejda Kurakina était employée dans un restaurant depuis 25 ans, mais elle s'était aperçue que la direction de l'établissement volait de la vaisselle et prétendait, pour se justifier, que les serveuses l'avaient brisée. Le comble, c'est que le prix de cette «casse» imaginaire était retenu sur le salaire de celles-ci. Écœurée par ces procédés, Nadejda écrivit des lettres aux autorités. Sans résultat. Alors, elle accusa la direction lors d'une réunion du personnel. Immédiatement, elle fut congédiée, mise dans l'incapacité de retrouver un emploi, et elle perdit aussi ses droits à la retraite.

Quant à Valentin Poplavski, il fut licencié pour avoir, en sa qualité de surveillant d'entretien

dans une usine, pris la défense d'une ouvrière qu'on lui demandait de réprimander. Celle-ci avait contacté que des dirigeants de l'entreprise détournèrent l'argent de la caisse pour organiser des beuveries, et elle avait protesté contre ces agissements. Poplavski avait soutenu cette femme, et, non contents de la priver de son emploi, les miliciens, alertés, le frappèrent violemment devant sa femme et ses enfants; quand il voulut déposer plainte, on lui infligea sans procès une peine de quinze jours de prison, et, peu après, sa femme, à son tour, était licenciée sans aucun motif.

Ces quatre exemples sont suffisamment marquants pour montrer à quel point la plus anodine manifestation de ras-le-bol ou de mauvaise humeur, la revendication la plus justifiée (comme c'est le cas ici) s'affrontent inévitablement à l'autorité des cadres du Parti et de l'Etat, et sont impitoyablement réprimés, sans délai et sans explication. Dans ce pays de dictature, une seule vérité a le droit pour elle: celle qui est exprimée par le Parti et qui ne tolère ni critique, ni discussion.

Bernard LANZA

## Sud-Champagne Informations

**TROYES - Le second procès d'André Tiraboschi (voir précédent ML) a eu lieu le 24 janvier. Le verdict du tribunal est extrêmement curieux: DISPENSE DE PEINE!**

**FAYS-LA-CHAPELLE - Conséquence de la faillite des Ets Harcourt, le petit atelier de confection de Fays va fermer ses portes et 12 personnes vont être licenciées. Encore un mauvais coup pour les communes de la forêt d'Othe.**

**BONNETERIE AUBOISE - Les élections approchent et les promesses pleuvent. La bonneterie française (fort malade) occupe 105 000 personnes dont 24 000 dans le seul département de l'Aube.**

**Promesses des dirigeants patronaux: nous créons 10 000 emplois nouveaux. Mot d'ordre du PC: en avant pour la création de 7 500 emplois. A suivre...**

**ABONNEZ VOUS**

## FUSILLADE À TUNIS

C'est la faute à la Lybie.

Monsieur Bourguiba vient de s'offrir la bagatelle de 42 morts, chiffre officiel qu'il faut tripler selon les journalistes pour approcher la vérité.

Mais pourquoi, vous direz-vous, ce soulèvement de la population?

Ne cherchez plus, c'est la faute à la Lybie.

Ainsi, il suffit qu'un voisin jette le cri de la rébellion pour que, brusquement, le peuple se dresse, en dépit du bonheur qu'il a de bénéficier du plus démocratique des régimes, et en courant le risque de s'en priver.

Surtout n'allez pas prêter l'oreille aux mauvais esprits qui veulent trouver d'autres causes à cette subite révolte.

On vous le répète, c'est la faute à la Lybie.

On ne s'insurge pas pour rien, tout de même.

Ce n'est pas parce que certains fonctionnaires de cet heureux pays attendent cinq mois pour être payés, ce n'est pas parce que les travailleurs tunisiens sont rétribués à un salaire auprès duquel le SMIC serait un pont d'or, ce n'est pas parce que les personnages en place se livrent à de scandaleuses malversations, ce n'est pas parce que Monsieur Bourguiba, le démocrate Bourguiba, se fait construire des palais à longueur d'années, non ce n'est pas pour des prétextes aussi futiles et dérisoires qu'un peuple se révolte.

Pourquoi chercher plus loin, puisqu'on vous dit que c'est la faute à la Lybie.

Maurice LAISANT

# informations internationales

## argentine

Nos camarades argentins tentent actuellement de relancer l'historique centrale anarcho-syndicaliste, la FORA. Le mouvement spécifique anarchiste a été interdit lors de l'instauration de la dictature de Videla en mars 76. Le journal anarchiste de la Fédération Anarchiste Argentine, *La Protesta*, a été interdit et les locaux investis. C'est pourquoi nos camarades réapparaissent clandestinement par le biais de l'anarcho-syndicalisme et avec un certain succès. Ils mènent une action clandestine et tiennent de petites réunions d'informations. Ils font paraître le journal de la FORA, *Organización obrera*.

## italie

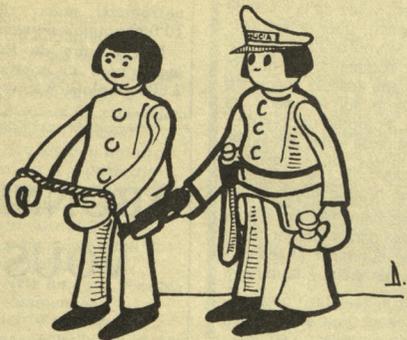
Les cheminots anarchistes italiens ont tenu leur congrès national à Livourne le 26 janvier dernier. Brève situation: les luttes qui ont éclaté en août 75 ont donné naissance à Turin aux comités unitaires de luttes composés de divers militants (anarcho-syndicalistes, marxistes-léninistes et internationalistes).

## espagne

Un fabricant de jouets espagnol a décidé de transformer sa production et de la mettre au goût du jour. Les soldats de plomb sont remplacés par des manifestants et des policiers. Les policiers, de 10 cm de hauteur, sont vendus avec la panoplie complète: casque, matraque et fusil. Un professeur de Barcelone estime que les enfants s'habitueront ainsi, dès la petite enfance, à considérer les forces de répression comme nécessaires au maintien de la loi et de l'ordre.

Suarez, quand tu parles de démocratie, tu sens de la bouche et vous les compagnons de la CNT, courage!

Jean-Pierre  
(groupe d'Annecy)



Ces comités eurent des moments de forte mobilisation mais s'épuisèrent en 76 quand il y eut impossibilité entre les militants de trouver une unité d'action. Ce fut à ce moment que les anarchistes formèrent les Noyaux Autonomes de Base. Ils préparèrent une brochure contenant les positions politiques et organisationnelles des NAB. Actuellement, plusieurs noyaux sont formés en divers secteurs (entrepôts, tractionnaires-agents de trains). Autour de chacun de ces noyaux il y a un nombre important de sympathisants.

Les objecteurs de conscience anarchistes, après avoir présenté leurs documents au congrès de la Ligue des Objecteurs de Conscience (LOC) pour clarifier leurs positions antimilitaristes, ont accepté de rencontrer les objecteurs et les antimilitaristes de la Fédération Anarchiste Italienne. Cette rencontre d'information se déroulera le 4 février au local de la FAI à Bologne pour convenir d'un éventuel congrès antimilitariste anarchiste.

Toujours en vente  
à Publico  
demandez  
Combat libertaire  
international

## allemagne

Il existe depuis février 77, en RFA, dans une situation semi-clandestine, un groupe anarcho-syndicaliste appelé «Initiative pour la reconstruction de la FAU» dont l'objectif est de reconstruire la prestigieuse «Freie Arbeiter Union», qui fut l'une des plus puissantes sections de l'AIT et qui, aujourd'hui, est pratiquement inexistante, depuis sa destruction par le nazisme. La FAU comptait plus de 100 000 adhérents sous la république de Weimar. Le principal objectif pour cette année est de construire les sections syndicales dans les divers secteurs de la vie sociale. Nos camarades ont édité une brochure qu'ils diffusent «Qu'est-ce réellement l'anarcho-syndicalisme?». Une régionale est déjà formée, la régionale Nord, composée de deux zones Rhin-Rhur et Weidertsachsen-Wasserkante. Son action se situe dans plusieurs petites usines. Sa meilleure campagne a été à propos de l'anniversaire de la mort de Sacco et Vanzetti.

Avec la méfiance des jeunes travailleurs devant les syndicats et partis politiques, l'autogestion et l'anarcho-syndicalisme commencent à offrir une alternative crédible. La fameuse «paix du travail» allemande a d'ailleurs volé en éclats récemment avec la grève des 20 000 dockers pendant laquelle les syndicats, vendus au gouvernement, n'ont pas toujours pu exercer leur contrôle comme ils le voulaient.

BERLIN - Les groupes non-dogmatiques berlinois (BUG) sont, comme leur nom l'indique, de tendance libertaire, non sectaire, et ouverts aussi bien à la lutte antinucléaire qu'à l'appui des «comités de citoyens» luttant pour les droits de l'homme. Ils éditent une revue, *Info-Bug*, hebdomadaire, riche en textes et informations qui, depuis octobre, est en butte aux poursuites et persécutions. Le 17 octobre dernier, 11 camarades étaient arrêtés, dont 3, imprimeurs, sont toujours incarcérés.

D'autres raids policiers ont abouti à ouvrir une instruction contre 60 camarades accusés de «soutien à une organisation criminelle», inculpation ridicule si on songe que la tendance des BUG est à l'opposé de l'activisme de la RAF.

De nombreuses manifestations de solidarité ont eu lieu en faveur des emprisonnés et le journal des BUG continue de paraître en dépit des difficultés et des poursuites.

## Sa troisième apparition en Allemagne?

### LE TRIBUNAL RUSSELL

On sait qu'au début des années 60 le philosophe anglais Bertrand Russell (depuis décédé) avait créé la «Russell Peace Foundation», destinée à éclairer l'opinion publique sur la répression dans le monde. Dès 1963, cette fondation enquêta sur les agissements des Etats-Unis au Vietnam et en 1966 un groupe d'intellectuels, d'artistes, d'hommes politiques décidèrent la tenue d'un tribunal international pour condamner les crimes de guerre américains. Ce fut le premier Tribunal Russell (été 1966) qui eut un retentissement mondial et qui compta parmi ses membres l'inévitable couple Sartre-S. de Beauvoir. Ce «premier tribunal» qui siégea à Stockholm fut suivi en 74-75 par un «second tribunal» à Bruxelles qui dénonça la répression en Amérique latine et tout particulièrement au Chili. Un «troisième tribunal Russell» est en préparation sur l'initiative des divers groupements de la «nouvelle gauche allemande». L'idée a été lancée en juin 76, à Francfort, lors d'un congrès contre la répression en Allemagne, par le PSU (français) et la Ligue Communiste (allemande). Après de longues discussions entre les groupes gauchistes - certains voulant, comme d'habitude, y avoir un rôle prédominant - un secrétariat provisoire fut nommé en mai 77 et des comités de soutien furent créés en Suède, Angleterre, Belgique, France, Hollande et Suisse. Ce troisième tribunal siégerait en Allemagne fédérale durant le premier trimestre 78 et serait consacré à la répression en RFA et aux violations des droits de l'homme telles que: les interdictions professionnelles, la restriction des droits de la défense des prisonniers, les lois contre les «radicaux», les mesures limitant le droit d'expression et de publication, tout ce qui concourt à l'accroissement du pouvoir policier, premier pas vers une «fascisation» de l'Allemagne fédérale.

Il est évident que le gouvernement fédéral, et surtout dans les circonstances actuelles, ne pouvait rester indifférent à la tenue sur son territoire d'un tribunal international décidé à juger et à condamner son comportement. On vient de faire publier un long texte du 20 septembre 77 et émanant des «Renseignements généraux» allemands: l'authenticité de ce texte est reconnue par les services officiels de Bonn qui indiquent seulement qu'il ne s'agit que d'un «projet» et non de décisions arrêtées. Ce texte s'élève contre la diffamation dont est victime «l'ordre démocratique de la RFA», contre l'antigermanisme qui est à la base de cette campagne de dénigrement et contre le fait qu'un tel tribunal «renforce l'extrémisme violent et les sympathies pour les terroristes». Une série de mesures sont envisagées: influencer les personnalités «du milieu démocratique» pour les détourner de toute participation à ce tribunal, interdiction possible du tribunal en usant des lois sur le droit d'association et de la loi sur les étrangers et en refusant l'entrée en RFA d'étrangers participant à ce tribunal, enfin suspension des droits élémentaires (mesure que le texte considère comme exagéré!).

La publication de ce document a soulevé en Allemagne et ailleurs de vives protestations: l'interdiction du tribunal serait incompatible avec l'ordre «fondamental libéral et démocratique». Pour l'instant, aucune mesure officielle d'interdiction ou d'entrave n'a été encore prise.

Voilà les faits exposés avec le maximum d'objectivité. Nous n'avons pas attendu la tenue d'un tribunal Russell, ni le verdict de «personnalités» parlant au nom de la conscience universelle, pour dénoncer les mesures répressives du gouvernement fédéral. La lutte antiterroriste a été un prétexte pour accroître les pouvoirs de la police et pour organiser la chasse à tous ceux qui sont suspects «d'idée de gauche». Mais les anarchistes éprouvant quelques méfiances devant ces campagnes internationales antifascistes et antiracistes qui sont systématiquement à sens unique. Il semble que le rideau de fer sépare deux mondes: le monde occidental où sévit une répression - voire une fascisation - qui est une insulte permanente aux droits aux l'homme, et le monde des républiques populaires ou socialistes où rien sans doute n'appelle protestation ou indignation. On aimerait que le tribunal Russell ne se bornât pas à flétrir les crimes des USA, du Chili ou de la RFA, mais prît l'initiative de siéger à Moscou, Berlin-Est, Varsovie, Prague, Bucarest... sans parler de Cuba, de la Chine, du Vietnam et du Cambodge! Il serait curieux de voir les réactions de ces républiques, oh! combien démocratiques! si on proposait de tenir le tribunal sur leur territoire. Mais jamais l'idée n'est venue à ces intellectuels de gauche de mettre en accusation des régimes qui, par définition, sont progressistes. On est bien obligé d'évoquer ces congrès internationaux d'avant-guerre (Amsterdam-Pleyel) où la défense de la Paix était liée à la glorification du régime stalinien. La même comédie se joue avec les tribunaux Russell: Monsieur Sartre et consorts vouent à l'exécration universelle l'Europe germano-américaine et ferment pudiquement les yeux sur l'Europe des camps de concentration, du parti unique, du conformisme obligatoire et de l'interdiction professionnelle généralisée. Nous refusons de nous associer à ces condamnations unilatérales et ce qui se passe à l'Ouest ne nous fait pas oublier ce qui se passe à l'Est depuis tant d'années.

Jean BARRUÉ

## CASTÉLHÉMIS

### Armes Inégales

**C**ASTÉLHÉMIS (guitare, chant), Jeremy Fiedler (piano), Richard Mortier (guitare, chant), Teddy Dalle Molle (sono, contacts): quatre musiciens qui tournent leur bosse. Castélmémis, un groupe comme tant d'autres qui joue dans les MJC, les maisons de quartier et récemment à la journée de soutien du *Monde Libertaire*.

Aujourd'hui, tout ce travail de scène est concrétisé par la sortie du premier disque *Armes Inégales*. On y retrouve toutes les chansons qui font mourir de rage tous les militaristes, celles qui parlent de notre quotidien, bref un disque vivant avec des textes pas bêtes et une orchestration soignée. Plutôt que d'aller interviewer tel leader de grand groupe, nous avons préféré rencontrer des musiciens qui nous ont exposé leurs problèmes, les mêmes que rencontrent tous les groupes qui refusent de trop se compromettre avec le show-business.

Pour ceux qui connaissent de près ou de loin Castélmémis depuis un certain temps, la sortie de ce disque soulève une ambiguïté. Apparemment, il n'y a pas de groupe, il y a le disque d'une personne?

Pour un tas de problèmes, l'existence de Castélmémis en tant que groupe est fragile. Avec les tarifs extrêmement bas qu'on pratique, on a tout de suite un problème de musiciens parce qu'il faut pouvoir vivre. Travailler dans un bureau ou dans une usine et investir tout son temps libre dans le groupe suppose une cohésion implacable qu'il est difficile de réaliser. A cela s'ajoutent des problèmes personnels et des problèmes politiques qui font qu'au moment où j'ai enregistré le disque, nous savions que le noyau historique en quelque sorte de Castélmémis allait éclater. J'ai donc fait le disque tout seul et dans le même temps les musiciens du groupe se renouvelaient. C'est vrai que je fais mes chansons et que Teddy et moi «recrutons» sur ces bases. Cela dit, on a toujours une démarche collective et on préfère cette situation à l'hypocrisie de certains qui se présentent comme un tout collectif alors qu'en fait il y a toute une hiérarchie interne. On utilise le nom de Castélmémis parce que derrière le nom il y a eu quand même tout un travail de fait et qu'il serait dommage qu'il ne serve à rien. On y a investi du fric et de la sueur.

Et dans Castélmémis, comment ça se passe? Comment l'argent recueilli dans les concerts est-il distribué?

Pour nous cela va de soi. L'argent gagné est réparti également entre les quatre personnes du groupe plus une cinquième part qui va dans les frais généraux, matériel, etc.

Si vous faites un second disque, sera-t-il réalisé collectivement?

### Bidermann et les incendiaires

La compagnie théâtrale Agora vient de produire Bidermann et les incendiaires de Max Fritsch, une aimable satire qui ne cesse pas d'amuser, même lorsqu'elle grince.

Vous pourrez encore entendre cette troupe sympathique (rien que des bénévoles œuvrant par amour du théâtre) les 10 et 11 février à 20 h 30 et le dimanche 12 à 15 h au théâtre Ménilmontant, 15, rue du Re trait Paris 20<sup>e</sup> métro Gambetta.

M.L.

Si toutes les personnes pour le moment présentes restent, je l'espère. Maintenant il faut voir que pour faire un disque, cela demande pas mal de qualités musicales qu'on a pas forcément tous. Par exemple dans ce disque, je ne fais que chanter car je n'ai pas un niveau en guitare suffisant pour jouer en studio.

Que représente pour vous la musique?

Pour moi, la musique est un moyen d'expression comme un autre. C'est à la fois quelque chose dans laquelle je peux m'épanouir individuellement et aussi des idées que je fais passer au public. J'aime l'amour, j'ai horreur de l'armée, et bien je le chante. Cela dit, on pense qu'on a un rôle à jouer dans la construction d'une alternative culturelle viable face au système capitaliste. On fait souvent des concerts de soutien, on joue souvent pour des MJC, des maisons de quartier, des cafés-théâtres, tous ces endroits où l'on diffuse autre chose et qui ont des problèmes. Il faudrait que tous les artistes aient cette démarche sans être omnibus par le cachet, le fric. Il faut renverser la vapeur, faire en sorte que tout le monde puisse s'exprimer, que ce soit dans la musique ou ailleurs. C'est sûr qu'on ne fera pas la révolution avec des chansons mais avec ce qu'on fait on peut déjà ouvrir les yeux à pas mal de gens.

Qu'est-ce qui vous fait vivre? Les concerts ou le boulot?

Pour moi, il n'y a pas de problèmes, c'est le métier de carrossier qui me fait bouffer. La musique est un appoint mais je ne te cache pas que j'aimerais que cela soit le contraire.

Vous considérez donc que la musique est un métier? (Jérémih le pianiste intervient).

On n'ira pas jusque là mais il faut bien voir les choses en face. Il y en a qui s'imaginent que vivre de la musique c'est pépère. C'est pas vrai, les répétitions sont très nombreuses et la plupart du temps on ne s'amuse vraiment pas, ce serait plutôt le contraire. C'est sûr qu'on est en proie à une contradiction: on veut faire de la bonne musique et pour cela avoir le temps ce qui nécessite une rentabilisation du travail mais on est obligé de passer par là.

Mais si le disque marche, comment va évoluer Castélmémis?

On essaiera de rester comme on est.

Beaucoup on dit la même chose!

C'est sûr. Tant que ça ne marche pas, tous les artistes ont les meilleures idées du monde, le jour où on perce alors là il n'y a plus personne. Nous on est comme on est et on s'abstiendra de jouer les prophètes. Personnellement, on m'a déjà fait des offres que j'ai refusées. C'est pas parce que je suis pur et dur mais c'est que j'en ai vraiment pas envie.

Propos recueillis par Pierre Bigorgne

Castélmémis/Armes inégales. COB 57 011 chez Cobra, 2 rue Flécher, Paris. Distributeur Carrère.

Ils passeront le 10 février au centre culturel de Pantin à 21 h, le 11 à la MJC de Paimbeuf à 21 h, le 18 à la MJC de La Celle St-Cloud à 21 h, et à partir du 22 février tous les jours à la Vieille Grille à 20 h 30.

Le disque est en vente à Publico.

## LE DERNIER FERRÉ

«Vote, connard!» Le dessin de la pochette est déjà éloquent! La magie de la musique - des chœurs à résonance sans fin - alliée à celle des mots révolutionnaires en profondeur, fait de ce dernier Ferré un chant humain et, parce qu'humain, libertaire. S'il y a une magie, elle est «noire». C'est «drapé de noir» que Ferré dit à la fois sa désespérance et son espoir. Derrière «la frime», cette énorme comédie des homides, il y a, invincible, le désir de s'évader des prisons bétonnées.

Cracher sur «Trotsky, Lénine, Socrate...» c'est cracher sur le maître, quel que soit le nom qu'on lui donne. C'est aussi choisir la vie: «Je vendrais l'enfer contre un demi de bière», et choisir la marche en avant: «Je vendrais Robespierre à ceux de 68».

Si la liturgie HLM est «la messe de granit sur un autel-béton», il s'agit aussi de réveiller... Allende.

«Il y a 20 000 ans qu'ils sont à leurs fenêtres», les artistes, c'est à dire ceux qui refusent la mise en condition par les systèmes et les Etats.

Il est difficile de se définir comme anarchiste (la justice, c'est aux anars que Ferré la vendrait) sans vibrer, pour agir, à cette musique incisive, coupée par des rires ironiques et tristes, et à ces mots qui tranchent et qui sont des mots de violence contre la résignation, la marche en rang serré des «cons» (le terme revient au moins trois fois); des mots de douceur aussi, celle de la vie, de l'espoir dans «les communards mes frères».

Marie-Madeleine HERMET

## ENQUÊTE SUR UNE IMPOSTURE AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON

**D**IMANCHE 29 janvier, un débat, tel une verrière illuminée (?), a attiré les mystiques. Le plus fort pourcentage de mystiques au mètre carré à Paris ce jour là. Pourtant le thème proposé, sur le livre *Fatima, enquête sur une imposture*, et l'association organisatrice, la Libre-Pensée, auraient dû faire fuir très loin les irrationalistes, les sectaires et croyants de tous poils. Eh bien non! Ils étaient au rendez-vous, les intégristes, les croyants miraculés, les OVNIphiles et autres maniaques plus ou moins doux, pensant s'offrir Gérard de Sède, auteur du livre et orateur. Mais comment pouvaient-ils démonter les preuves précises et documentées sur la plus grosse supercherie catholico-politico-financière de l'entre-deux guerres!

Pour nous, anarchistes, il n'était pas besoin de tordre le cou à une «miraculeuse apparition d'une vierge» à trois enfants de Fatima au Portugal. Au mieux, cela ne pouvait que nous conforter dans notre anticléricalisme. Déplorons, au passage, la manipulation par l'Eglise d'enfants influençables et l'exploitation de la crédulité d'un peuple laissé volontairement dans une extrême misère matérielle et intellectuelle.

GOGOS

Rapidement, les faits: le 13 mai 1917 à midi, heure locale, trois enfants d'une dizaine d'années ont vu, perchée sur un arbre, non pas Maître Corbeau, mais une poupée lumineuse d'un mètre dix, qui était la vierge, leur parlant sans ouvrir la bouche. Comme elle était brave, elle leur fixa rendez-vous tous les 13 de chaque mois au même endroit. Afflux des gogos qui ont vu «danser le soleil» le 13 octobre (enfin, quelques-uns...). Le lieu de pèlerinage était lancé. Ça c'est du marketing, enfoncés Johnny Stark et Publicis! On commença par un petit calvaire, puis une chapelle construite par les illuminés locaux, enfin une basilique de style pompier néo-gréco-romano-bisantin avec, alentour, des boutiques de souvenirs et colifichets, agences de voyages et hôtel. Ça c'est de la rénovation rurale et du tourisme culturel. Enfoncé M. Trigano!

Ne passons pas sous silence que ce furent les contribuables portugais qui payèrent la fête, l'Eglise se réservant les bénéfices financiers et le régime l'impact politique.



Vierge ou pape, quand ils apparaissent il faut toujours qu'ils soient perchés!

CHRIST-ROI

Impact politique pourquoi? Par exemple, les «révélation» de Fatima furent utilisées par Pie XII, pape pro-nazi, pour extirper le diable communiste de la Sainte Russie. Plus près de nous, il faut noter que «l'armée bleue fatimiste» (genre de guérilleros du Christ-Roi) a pour chef, en France, le sinistre Monseigneur Lefèvre. D'ailleurs, si vous passez dans les Pyrénées-Atlantiques, allez visiter la mission d'un certain abbé Boyer, de l'armée fatimiste, avec autel de prières décoré par des fusils entrecroisés (juste dans le triangle d'implantation des grosses casernes parachutistes. Etrange, n'est-ce pas?).

Toujours plus près. Demandez-vous pourquoi Gérard de Sède n'a eu accès aux dossiers qu'après la révolution d'avril 74. Pourquoi il n'arrive pas à faire paraître son livre au Portugal. Le plus gros éditeur a refusé. Pressions? Pourtant, c'est une démocratie maintenant... Enfin pourquoi le distributeur Hachette est souvent en «rupture de stock».

M. JULIEN

*Fatima, enquête sur une imposture* par Gérard de Sède. Editions Alain Moreau, distribution Hachette. Demandez le livre à un copain libraire. S'il ne peut en avoir chez Hachette, envoyez, si possible, au Monde Libertaire, la photocopie de son bordereau de livraison avec la mention «épuisé» ou «rupture» ou «réimpression».

Conférence nationale contre le fichage, 28 janvier 1978

# LES FICHES AU FEU !

*Vous dites : «Le peuple a aucun goût! Il aime que le faux, les ordures...»*

*Où qu'il aurait pris son goût? Pas à l'école, on l'apprend pas. On se désintéresse du goût, de l'enthousiasme, de la passion, des seules choses utiles dans la vie... On apprend rien à l'école que des sottises raisonnantes, anémiantes, médiocrisantes, l'air de tourner con rabâcheur. Regardez les petits enfants, les premières années... ils sont tout charme, tout poésie, tout espiègle guilleretterie... A partir de dix, douze ans, finie la magie de primesaut! mués louches sournois butés cancrés, petits drôles plus approchables, assomants, pervers grimaciers, garçons et filles, ragoteux, crispés, stupides, comme papa maman. Une faille! Presque déjà parfaits vieillards à l'âge de douze ans! Une culbute des étoiles en nos décombres et nos fanges!*

*Un désastre de féerie.*

*Quelle raison? La puberté? Elle a bon dos! Non! Parce que dressés tout de suite en force, sonnés d'emblée dès l'école, la grande mutilante de jeunesse, l'école leur aura coupé les ailes au lieu de leur ouvrir toutes grandes et plus encore! L'école n'élève personne aux nues, elle mutile, elle châtie. Elle ne crée pas des hommes aîlés, des âmes qui dansent, elle fabrique des sous-hommes rampants qui s'intéressent plus qu'à quatre pattes, de boutifles en égouts secrets, de boîtes à ordures en eaux grasses.*

*Ah! C'est vraiment le plus grand crime d'enfermer les enfants comme ça pendant des cinq et dix années pour leur apprendre que des choses viles, des règles pour mieux s'ahurir, se trivialiser à toutes forces, s'utiliser l'enthousiasme aux choses qui s'achètent, se vendent, se mangent, se combinent, s'installent, dilatent, jubilent Capital, qu'on roule avec, qu'on trafique, qu'on goupille, chignolle, lamine, brase, en cent enfers mécanisés, qu'on accumule dans des dépôts pour les refiler à bénéfiques... à la grouillerie des brutes d'achat. Quelle atroce farce! Saisir les enfants à leurs jeux, les empêtrer minutieusement par examens impeccables de notions toujours plus utiles, tourner en plomb leur vif argent, leur river après les quatre pattes, que la bête gambade plus jamais, qu'elle reste prosaïque à toujours, fardée à hurler à mort, sous chape effroyable, à désirer toutes les guerres pour se dépêtrer comme elle peut d'une existence qui n'en est plus, qu'est une espèce de survie d'une joie trépassée depuis longtemps, enterrée, toute vive à l'école...*

L.-F. CÉLINE

LORS de la conférence nationale contre le fichage qui eut lieu à Paris le 28 janvier et regroupa plusieurs centaines de participants, parents d'élèves, enseignants, lycéens, médecins, la déclaration suivante a été adoptée: face aux dossiers scolaires,

«... Nous décidons de prendre nos responsabilités et d'appeler les enseignants et les parents d'élèves à s'unir pour les refuser en bloc.

Nous nous adressons aux municipalités et aux chefs d'établissements: refusez de les acheter, nous ne les remplissons pas.

Nous nous adressons aux organisations ouvrières et démocratiques, aux associations concernées qui ont toutes condamné le fichage. Nous nous adressons en particulier à celles qui ont donné la consigne de remplir une partie du dossier.

Nous respectons l'indépendance, la souveraineté et les prérogatives de vos organisations. Devant le ministre, vous parlez en notre nom. Alors nous voudrions vous faire part de nos arguments:

— La première partie du dossier entérine l'application de la réforme Haby que vous déclarez condamner (suppression de disciplines entières comme le dessin et la musique).

— La deuxième partie (les casiers) peut toujours être remplie par l'administration sur la base d'épreuves normalisées (tests).

— La plupart des établissements n'ont pas encore acheté le nouveau dossier scolaire qui coûte, de surcroît, fort cher.

— L'existence du dossier est source de pressions constantes, administratives et politiques, sur

les enseignants, les élèves, les familles, en particulier les familles de travailleurs.

Personne ne remet en cause les responsabilités des enseignants de transmettre les seuls résultats scolaires. Mais nul ne peut accepter ces nouveaux dossiers.

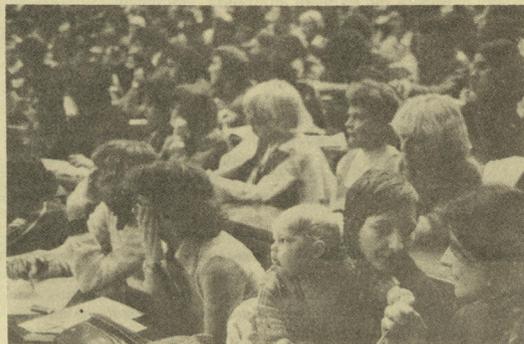
M. Haby lui-même reconnaît la non-validité des «nouveaux dossiers» et son communiqué atteste que le ministère est conscient de la puissante opposition à cette mesure que vous avez condamnée et repoussée au Conseil d'Éducation Générale et Technique, le 16 décembre 1977...

La conférence nationale appelle à constituer à tous les niveaux des comités d'initiative pour réaliser l'unité pour l'abandon immédiat des nouveaux dossiers. Un «Comité de Liaison permanent est constitué auquel toutes les organisations et associations sont invitées. (une permanence est assurée un vendredi sur deux à partir du 3 février à l'AGECA 177, rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup>).

Nous, organisations signataires de cet appel, nous engageons à constituer à tous les niveaux des comités (d'initiative, de coordination) afin d'informer, de populariser, de sensibiliser sur le dossier scolaire Haby et de soutenir les enseignants, médecins, psychologues, administratifs, chefs d'établissements et directeurs qui refusent de remplir ces dossiers ainsi que les parents qui refusent de les retourner.

Nous, enseignants, parents, psychologues, médecins, chefs d'établissements, directeurs, lycéens... refusons de remplir, de retourner, de conserver ces dossiers Haby.

Nous ne saurions accepter quelque tentative que ce soit de fichier la jeunesse! Nous n'acceptons pas les «casiers-fiches»



28 janvier à Paris, conférence nationale contre le fichage.

de Monsieur Haby! Nous demandons leur abandon immédiat et l'abrogation de l'arrêté du 8 août 1977!»

Pour leur part, les groupes Emma Goldman (Paris 11<sup>e</sup>) et Courbevoie de la Fédération Anarchiste, ont, lors de réunions préparatoires, élaboré des propositions qu'ils ont présenté à cette conférence:

« Les anarchistes sont concernés par le fichage scolaire, car il conduit à un fichage généralisé qui renforce l'Etat-police.

Avant appris que les imprimés de ces dossiers étaient des fournitures scolaires, nous demandons aux directeurs de ne pas les commander, aux municipalités de ne pas les acheter.

Enfin, nous proposons un rassemblement devant une école, où enfants et parents brûleraient spectaculairement les fiches.»

En effet, pour nous anarchistes, seule l'action directe permettra de mettre en échec cette mesure d'Etat, de ses représentants et de ses institutions (parmi les participants à cette conférence, nombreux étaient ceux qui avaient déjà boycotté le fichage).

Concrètement, nous appelons les camarades à créer des comités d'initiative. Dans ce but, sont disponibles:

- une affiche (réalisée par le comité d'initiative du 11<sup>e</sup>)
- un montage audio-visuel (réalisé par Culture et Liberté)
- une bande dessinée et des tracts.

Pour la création des comités, prenez contact avec les camarades du groupe Emma Goldman, 51 rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupes anarchistes  
Emma Goldman  
et Courbevoie

CAPACITES GENERALES	A	B	C
ATTENTION			
MEMOIRE			
COMPREHENSION			
IMAGINATION			
HABILITE GESTUELLE			
SENS ARTISTIQUE			
GOÛT POUR L'ETUDE			
QUALITES ET COMPORTEMENT	A	B	C
PERSISTENCE ET VOLONTE D'EFFORT			
RAPIDITE D'EXECUTION			
SOIN DANS LE TRAVAIL			
CAPACITE D'ORGANISATION			
ASSURANCE (1)			
DYNAMISME			
EXERCICE DE LA RESPONSABILITE			
SENS DE L'EQUIPE			
ASSIDUITE			
PUNCTUALITE			

(1) La colonne «C» correspond à une timidité occasionnelle

## Extrait révélateur du dossier scolaire

ÉCOLE DE : \_\_\_\_\_

NOM et PRÉNOM : \_\_\_\_\_

**BILAN DU CYCLE** PRÉPARATOIRE (1) Rayer les mentions inutiles  
ÉLÉMENTAIRE (1) MOYEN

A NE REMPLIR QUE LA DERNIÈRE ANNÉE DE CHAQUE CYCLE

ASSIDUITE	
PUNCTUALITE	
<b>OBSERVATIONS SUR LA PERSONNALITE DE L'ENFANT</b>	
DEVELOPPEMENT CORPOREL (Croissance physique, motricité, finesse sensorielle, etc.)	
REACTIONS AFFECTIVES (Émotivité, sensibilité, goûts, etc.)	
VIE SOCIALE (Relation avec les autres, esprit d'équipe, sens des responsabilités, solidarité, autonomie, etc.)	
POSSIBILITES INTELLECTUELLES (Attention, mémoire, curiosité, compréhension, sens logique, imagination, créativité, etc.)	
COMPORTEMENT DANS LES ACTIVITES (Sens de l'effort, persévérance, dynamisme, etc.)	

## Extrait du bulletin officiel du ministère de l'éducation

Dès l'inscription à l'école, s'impose l'établissement d'un lien avec la famille afin de connaître le passé de l'enfant, son mode de vie actuel, le récit qu'il fait ou non des événements de la journée à son retour chez lui.

Ces informations s'enrichiront par l'observation de ses comportements au cours des différents moments vécus à l'école et en tenant compte de son âge chronologique:

— son humeur, sa démarche, affirmée ou craintive, les objets qu'il garde jalousement dans la main ou dans la poche, sa manière personnelle d'établir des relations avec les personnes et les objets, ses jeux et ses activités spontanées, la permanence ou la fugacité de ces comportements ne peuvent donner lieu à des conclusions qu'après plusieurs journées;

— son langage, tant par son niveau que par son contenu lexical et sa syntaxe, apporte de précieux renseignements, à interpréter, toutefois, avec prudence.

— ses dessins enfin, sans que l'éducateur se livre à des jugements d'ordre psychologique dangereux, sont également très révélateurs de son style moteur, de son expérience, de ses intérêts et même de son niveau cognitif. Encore convient-il de savoir s'il a déjà, ou non, dessiné dans la famille. Il est bon, dans un but d'observation, d'inviter chaque enfant à faire le même dessin, à intervalles réguliers durant l'année scolaire. Le «film» ainsi constitué permet d'apprécier en partie son évolution comportementale.